

Le désir de changement dont nous ont fait part les Canadiens le 4 septembre ne s'est pas matérialisé soudainement l'été dernier. En gestation depuis quelque temps déjà, il reflète le sentiment que les anciens procédés ne fonctionnaient plus. Le gouvernement a pour mandat de réexaminer - et de changer - les attitudes devenues désuètes. Il a pour responsabilité de se servir de ce mandat national exceptionnel pour susciter les occasions et favoriser la croissance dans notre pays sur le long terme.

La famine, le système métrique et les journalistes dans les prisons étrangères font la manchette. Sur le moyen terme, la question est de savoir comment nous encouragerons notre économie à se moderniser et à générer des emplois durables. Mais la question primordiale pour ce pays - avec ses richesses, ses régions et ses ambitions - est la suivante: comment pourrons nous devenir des chefs de file dans une économie mondiale en pleine évolution? C'est une question de commerce et de compétitivité.

Ces dernières décennies, d'autres pays nous ont surclassés sur le plan économique. Outre l'embaras que nous crée cette situation, notre capacité d'ériger un avenir auquel les Canadiens en sont venus à s'attendre s'en trouve menacée. Le nouveau gouvernement a reçu pour mandat de changer les anciennes formules qui ne fonctionnaient plus. Notre pays a l'occasion de prendre des initiatives qui peuvent assurer un solide avenir à la nation. À notre avis, cela requiert une relation de travail plus étroite avec les États-Unis. Le fond et la forme de cette relation méritent quant à eux un débat fouillé, honnête et marqué au coin de la confiance.

Les Canadiens ont bien des raisons d'être fiers. Nous avons des choses à dire, des réalisations dont nous pouvons nous enorgueillir et des expériences dont le reste du monde voudrait entendre parler. Nous avons nos propres priorités, notre propre finalité nationale, notre propre conception du monde et nos propres valeurs. C'est d'ailleurs là que réside la meilleure réponse pour ceux qui se préoccupent de l'avenir du Canada en tant que nation distincte sur ce continent. Notre "canadienneté" ne dépend pas de la qualité de nos barrières mais de la qualité de notre présence sur la scène mondiale. Dans cette optique, il me semble tout à fait sensé de commencer chez notre voisin.